



Au Sommaire

Page 1 :

- l'édito

Pages 2 à 4 :

- dossier : les bonnes recettes du Nouveau Front Populaire pour financer son programme

Page 5 :

- télécharger le programme du Front Populaire

Pages 6 à 7 :

- les principes du journalisme bafoués. Réflexion envoyée par un de nos lecteurs

Page 8 :

- Contacter le PCF



Dimanche, pas une voix ne doit manquer pour battre l'extrême-droite

Le Président de la République espérait nous faire le coup du « c'est moi ou le chaos » au travers d'un duel préfabriqué entre ses candidats et ceux du Rassemblement National. Mais la rapidité des partis de gauche à s'entendre pour bâtir le Nouveau Front Populaire pour faire barrage aux hommes de Le Pen et de Bardella a fait s'effondrer le château de cartes d'Emmanuel Macron.

Aujourd'hui, le rempart contre l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite, c'est le Nouveau Front Populaire et Christiane Rouxel, sa candidate dans notre circonscription

Le bal des ex-Républicains dans notre circonscription législative cache mal cette réalité : face à Douglas Potier, l'ex-Républicain de Bolbec qui vient de se recycler comme candidat du Rassemblement National et face à Mme Poussier-Winsback, ex-Républicaine de Fécamp qui est, elle, passée dès 2022 avec armes et bagages du côté d'Emmanuel Macron, une autre voie existe, au service des salarié-es de notre territoire

En jetant par-dessus bord chaque jour un pan de son programme social pour se négocier les bonnes grâces du patronat et du monde de la finance, Jordan Bar-

della dévoile le véritable projet de société du Rassemblement National : un apartheid à la française au service de l'ultralibéralisme le plus féroce.

Et il ne faudra pas compter sur Mme Poussier-Winsback pour s'y opposer efficacement. Avec elle comme députée, combien de bureaux de poste, de gares, de classes, de cabinets médicaux, de postes d'agents publics ont disparu ces dernières années ? Combien d'associations ont été abandonnées à elles-mêmes ? Combien de petits commerces dans nos villages ont fermé ? A chacun de ces mauvais coup, c'est le sentiment d'abandon qui grandit, nourrissant le vote RN, le rejet de l'autre et le dégoût de la politique

Mais on peut faire autrement, Dans chacun de ces lieux, on peut faire renaître les solidarités du quotidien et y construire un futur viable. C'est ce Fécamp populaire qu'il faut défendre dimanche. Et ne pas laisser le Rassemblement National tout détruire avec son « projet de société » raciste.

Dimanche, dites-le en votant et en faisant voter votre entourage pour la candidate du Nouveau Front Populaire. Pour battre l'extrême-droite, pas une voix ne doit manquer à Christiane Rouxel

LES BONNES RECETTES DU NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Alors que les candidats de Macron sont incapables de produire un programme cohérent, alors, que le RN est incapable d'expliquer comme il va financer le sien, l'effort du Nouveau Front populaire pour élaborer un programme solide mérite d'être salué

La ruine. L'étouffoir fiscal. L'effondrement de l'économie. Le bolchevisme ou, mieux, le « Venezuela sans le pétrole ». De l'extrême droite aux libéraux, le bloc bourgeois n'a de cesse de hurler à la catastrophe en cas de victoire du Nouveau Front populaire (NFP), le 7 juillet, au terme des législatives. Le patronat a même prévenu : tout changement d'orientation économique entraînerait le « décrochage durable » de la croissance française. À se demander à quoi bon organiser des élections si toute alternance porte en elle un péril existentiel...

Face à ces multiples procès en « manque de sérieux économique », ce 21 juin, le NFP a profité de la Fête de la musique pour dévoiler le détail de sa partition budgétaire. Un plan en trois étapes, pour faire taire le concert de critiques : 25 milliards d'euros de dépenses en 2024, 100 milliards en 2025 et 150 milliards en 2026 et 2027 – compensées par de nouvelles recettes. « Nous sommes le seul rassemblement à vous présenter un tel chiffrage », insiste l'insoumis Éric Coquerel, par ailleurs ex-président de la commission des Finances à l'Assemblée nationale. Même Gabriel Attal ou Bruno Le Maire, pourtant jamais les derniers à déconstruire les propositions « ruineuses » de la gauche, n'ont jugé bon de détailler leur propre menu. Comme si la Macronie avait le monopole de la crédibilité, avec sa dette à 3 100 milliards d'euros et sa note dégradée (AA-) dans les agences de notation. La crise du Covid a ici bon dos. « La moitié du déficit public depuis 2017 est due à la baisse des impôts et à l'effondrement des recettes », rappelle l'économiste Michaël Zemmour, sur France Info.

C'est avec cette logique dite du ruissellement, qui veut qu'en multipliant les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises on stimule production, croissance et emploi, que le NFP entend rompre. « C'est une politique inefficace, rappelle le sénateur communiste Ian Brossat. Cela rogne les recettes de l'État, sa capacité d'action et finit par justifier l'austérité. Au final, les classes moyennes ont payé le prix des baisses d'impôts pour les plus riches. » À rebours de cette double peine pour les petits salaires, place à une politique de la dépense publique intelligemment orientée, pour stimuler l'économie par le bas et financer les grandes bifurcations. « On veut faire une politique de relance fondée sur la demande, c'est du keynésianisme, ça n'a rien de sorcier », soulève le député socialiste Arthur Delaporte. Les caricatures font sourire celui qui est candidat pour sa réélection dans le Calvados : « C'est ce que fait Joe Biden aux États-Unis, je ne crois pas que son pays soit ruiné. »

Macron, Poussier-Winsback et les armateurs, une histoire de niche

Depuis de 20 ans, les armateurs bénéficient d'une niche fiscale. Coût pour les finances publiques : 9,4 milliards d'euros en 2022-2023. [Aujourd'hui, tous les partis politiques réclament la suppression de cette niche fiscale.](#) Tous ? Sauf un : le parti de la majorité présidentielle, dont fait partie Mme Poussier-Winsback. Et sauf, bien évidemment, les PDG des entreprises de fret maritime, comme Brittany Ferries. Parmi les bénéficiaires de cette niche fiscale particulièrement juteuse figure Rodolphe Saadé, milliardaire, grand ami d'Emmanuel Macron et propriétaire de CMA-CGM

SMIC à 1600 €, Fabien Roussel propose un fonds de compensation pour les PME

Le programme du Nouveau Front Populaire prévoit d'augmenter le SMIC à 1600 €. Afin de relancer notre économie. [Pour permettre aux PME de faire face à cette augmentation, le secrétaire national du PCF propose la création d'un fonds de compensation.](#)

UN ÉQUILIBRE DÉPENSES-RECETTES

Loin du programme de doux rêveurs, les auteurs de cette feuille de route ont cherché un équilibre dépenses-recettes qui permet d'assumer les investissements publics attendus sans creuser le déficit. Pas question de laisser filer la dette en espérant seulement un retour sur investissement. Le NFP estime ainsi à 25 milliards d'euros la mise en marche de la phase 1 de son plan. Raison de la facture ? L'abrogation des réformes de l'assurance-chômage et des retraites, d'abord. « *Jordan Bardella est pour l'abrogation les jours pairs, contre les jours impairs. Nous, nous sommes constants. Abroger la loi coûtera mais cela est nécessaire* », juge Ian Brossat. La plus grosse dépense viendra surtout de l'augmentation des salaires (y compris, donc, dans la fonction publique, avec un point d'indice augmenté de 10 %), la hausse des APL et la gratuité dans les cantines scolaires.

Le Smic à 1 600 euros net (1400 euros aujourd'hui) devra également être compensé par des mesures de soutien aux TPE-PME, qui ne pourront pas absorber la hausse de la masse salariale avec le même confort que les multinationales : « *Il y aura un accompagnement pour ces entreprises, avec des prêts garantis à taux zéro* », avance l'écologiste Éva Sas. L'alliance de gauche entend donc trouver des recettes équivalentes, qui feront l'objet d'un projet de loi de finances rectificative dès l'installation de la nouvelle Assemblée. « *Il faut s'attendre à bosser tout l'été et à légiférer jour et nuit. Notre projet est porteur d'espoirs, on n'a pas le droit à l'erreur* », confirme Arthur Delaporte. C'est en quelque sorte un grand réarmement fiscal qu'entend mener le NFP, en rétablissant l'impôt sur la fortune (gain estimé : 15 milliards d'euros) et en instaurant la fameuse « taxe sur les superprofits » réclamée depuis deux ans par la gauche (15 milliards également). Soit 30 milliards d'euros glanés par an en taxant « *cet argent oisif et improductif* », selon les mots d'Éric Coquerel.

« *Nous avons été extrêmement précautionneux, avec une recette nouvelle qui couvre chaque dépense et aucune hausse du déficit public* », précise le sénateur socialiste Alexandre Ouizille. Le calcul ne tient donc pas compte des retombées de la dynamique économique de fond qu'entend impulser la gauche. En réinvestissant dans l'école, la santé, les services publics, la rénovation thermique et le mix énergétique (pour correspondre à l'accord de Paris), la coalition relance de fait l'activité et investit en réalité dans du « capital humain » : une population mieux éduquée, mieux soignée et moins enclavée socialement est plus productive, et consomme davantage. « *Nous sommes engoncés dans un cercle vicieux !* » martèle Ian Brossat, chaque plan d'austérité gouvernemental ayant un impact négatif sur l'activité, ce qui amène dans les logiques néolibérales à un nouveau plan d'austérité. Le NFP et les économistes qui ont travaillé à son plan, dont Julia Cagé, Éloi Laurent et Éric Berr, entendent donc résolument tourner le dos au rétrécissement économique imposé au seul profit des ultrariches.

Les proprios couinent

Le programme du Nouveau Front Populaire prévoit une grande loi pour garantir le droit au logement. [Droit qui fait hurler les propriétaires dans les colonnes du Figaro](#), le journal de droite bien connu. Les pauvres chéris pleurent à chaudes larmes

Retraites : le revirement de Bardella

L'un des revirements les plus spectaculaires du Rassemblement National ces derniers jours aura été celui sur l'abrogation de la Loi Macron sur le report à 64 ans de l'âge de la retraite

**En quinze ans,
le patrimoine
des ultrariches
est passé de 250
à 1200 milliards
d'euros.**

Jordan Bardella et l'âge de la retraite :

Il y a 3 semaines : 60 ans

Il y a 2 semaines : 62 ans

Il y a 1 semaine : 64 ans

Ce soir : 66 ans

Le 8 juillet : 70 ans

NOUVELLE LOGIQUE FISCALE

C'est tout l'objet de la phase 2: les grandes bifurcations. Le NFP veut financer ce plan de réinvestissement public à hauteur de 100 milliards d'euros avec une nouvelle logique fiscale. Loin du matraquage dénoncé par la droite, celle-ci consiste en 14 tranches d'impôt sur le revenu (5 de nos jours), ce qui rend celui-ci plus progressif. Les salaires à plus de 4 000 euros mensuels (moins d'un salarié sur 10) seraient davantage taxés tandis que les revenus plus faibles paieraient moins d'impôts. Cet arsenal s'appuierait aussi sur une taxe sur les hauts patrimoines – les économistes du NFP rappellent qu'en quinze ans, le patrimoine des ultra-riches est passé de 250 milliards d'euros à 1 200 milliards. Enfin, plusieurs niches fiscales anti-écologiques (sur le kérosène, notamment) seront supprimées, pour un gain à 25 milliards d'euros en 2025.

Le dernier effort, enfin, en 2026 et 2027, nécessitera 150 milliards d'euros et portera sur de grandes mesures structurelles: un plan de redéploiement du fret ferroviaire, des services publics de proximité, une hausse du budget de la culture (porté à 1% du PIB)... Le tout représente une hausse de 22% du budget de l'État. À ceux qui trouveraient la facture exorbitante, rappelons que le « quoi qu'il en coûte » d'Emmanuel Macron, entre 2020 et 2021, s'est chiffré à 240 milliards d'euros de dépenses. Là encore, l'effort sera soutenu par les mesures fiscales précédemment citées, auxquelles doit s'ajouter une taxe sur les transactions financières et un impôt minimum sur les multinationales. « *Nous voulons faire en sorte que la grande migration du travail vers le capital non investi, le capital non actionnarial, celui des dividendes, reparte vers les revenus du travail* », explique Éric Coquerel.

Le programme du NFP cherche donc à rompre avec la croyance aveugle dans la politique de l'offre à laquelle s'accrochent les libéraux, et qui profite d'abord à la bourgeoisie (ce que confirme la sociologie du vote). Reste à savoir comment réagiront les marchés financiers, qui font mine de voir dans ce plan keynésien un retour de l'URSS. « *Il est évident que les marchés vont nous mettre sous pression, tout comme le patronat, commente le communiste Christian Picquet, qui a participé aux négociations autour du programme. L'implication populaire sera déterminante. Les syndicats, les associations devront peser dans le rapport de force – le terme de partenaires sociaux retrouvera tout son sens.* » ■

CYPRIEN CADDEO

Urgente en 2022, « dans un second temps » en 2024

Cà devient difficile à suivre... En 2022, Marine Le Pen estimait « urgente » [la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité](#). Mais en 2024, pour le président du Rassemblement National, cette baisse se fera « dans un deuxième temps ». Quand exactement ? Pas plus de précisions de la part de Jordan Bardella...

Nouveau renoncement de Bardella, cette fois sur les éoliennes

Depuis la convocation des élections anticipées, le programme promis par Marine Le Pen en 2022 fond comme neige au soleil au fil des interventions médiatiques de Jordan Bardella et de ses troupes. Dernier épisode : [en 2022, Marine Le Pen voulait démonter les éoliennes. En 2024, ah ben finalement non, plus vraiment...](#)

Et ça continue...

La liste des rétropédalages du RN ne cesse de s'allonger : Le Pen et Bardella s'étaient promis d'[interdire le port du voile dans l'espace public](#). Mais cette mesure emblématique du parti d'extrême-droite vient de disparaître du jour au lendemain du programme lepeniste, sans aucune explication... Toutes les mesures que défendait le RN lors des élections européennes du mois dernier fondent comme neige au soleil. A ce train là, dans une semaine, le programme du RN pourra tenir sur un confetti

**TELECHARGEZ
LE PROGRAMME COMPLET
DU FRONT POPULAIRE
EN CLIQUANT SUR L'IMAGE CI-DESSOUS**



JE M'ABONNE

Le RN lâche (encore...) une mesure qu'il défendait en 2022

Lors de l'élection présidentielle de 2022, toujours obsédée par la population d'origine arabe, Marine Le Pen voulait [interdire l'abattage rituel](#). Aujourd'hui, il n'en est plus question .

Le RN condamné dans l'affaire de ses kits de campagne

la Cour de cassation a confirmé, mercredi 19 juin, le jugement d'appel condamnant à [250 000 € d'amende le Rassemblement national \(RN\) dans l'affaire des kits de campagne](#) . Une opération consistant à surfacturer aux candidats du Rassemblement National aux élections législatives des kits clés en main afin de permettre au microparti Jeanne de faire main basse sur les remboursements de frais de campagne accordés à ses candidats aux élections législatives pour se constituer un « trésor de guerre » pour les campagnes futures, en favorisant au passage des entrepreneurs proches du Front national. Parmi les organisateurs de cette filière figuraient deux proches de Marine Le Pen : Axel Lousteau, dont le fils vient d'être mis en examen à la suite d'une agression homophobe et Frédéric Chatillon, dirigeant du GUD, groupuscule fasciste dissous la semaine dernière



LES PRINCIPES DU JOURNALISME BAFOUÉS



Ce n'est pas nouveau. Les grands médias, avec leur cohorte d'éditorialistes et de pseudo-experts, distillent dans la société un discours uniforme sur le plan médiatique. Ils ont fait le jeu du macronisme. Ils font le jeu de l'extrême-droite aujourd'hui. Revenir aux fondamentaux est plus que nécessaire. Les journalistes ont des droits – et c'est heureux – mais ils ont aussi des devoirs. Ils doivent respecter des principes, notamment édictés dans la Charte déontologique de Munich de 1971.

L'objectif premier du journalisme est d'apporter aux citoyens l'information dont ils ont besoin pour être libres et autonomes. Or, l'absence de pluralisme médiatique a entraîné la prééminence d'une forme de pensée unique.

Un journaliste n'a pas forcément à être neutre. Il n'a pas non plus à être impartial. Il doit avant tout s'astreindre

au respect de la vérité, servir les intérêts des citoyens, vérifier ses informations ou encore fournir une information complète et équilibrée.

Le phénomène médiatique qui existe depuis 2002, avec une banalisation progressive de l'idéologie d'extrême-droite, s'est amplifié par une exposition médiatique démesurée en faveur des leaders politiques du Rassemblement National et de Reconquête.

Sans vergogne, des journalistes des grands médias privées – mais aussi, hélas, publics – bafouent les principes même de leur profession, ce qui est loin d'être anecdotique. La presse, dans une démocratie représentative, joue un rôle essentiel dans le débat politique. Son rôle particulier est d'ailleurs, à juste titre, protégé par la loi de 1881 et aussi par des dispositions du bloc de constitutionnalité.

Ce que nous observons depuis quelques jours, avec un

certain effroi, il faut le dire, c'est un détournement sans précédent du rôle de la presse par certains médias dans le but affiché de déverser un torrent – n'ayons pas peur des mots – de contre-vérités, de mensonges, d'absence de vérification des sources et de réel débat contradictoire.

La presse dite de gauche, qui accorde toujours de l'importance à l'investigation, qui s'entoure, sur ses plateaux, d'universitaires et de chercheurs reconnus, qui donne la parole aux acteurs associatifs et citoyens, respecte bien davantage les principes du journalisme.

Certes, cette presse n'est ni neutre, ni impartiale, mais ce n'est pas ce qui doit être exigé d'un journaliste. Cette presse, dite aujourd'hui alternative – cela en dit long, – fournit une information complète et équilibrée, s'astreint le plus possible au respect de la vérité, vérifie ses informations, et entend conserver son indépendance.

C'est la raison pour laquelle la presse de gauche (Mediapart, Le Média TV, Blast, l'Humanité...) se finance grâce, majoritairement, aux dons de ses lecteurs. Elle se met au service des citoyens.

Les médias dominants sont soumis à des logiques économiques et à des milliardaires, dont l'objectif est la défense de leurs intérêts particuliers. En ce sens, ces journalistes qui possèdent

une carte de presse, et qui travaillent pour ces médias dominants, renoncent à leurs droits pour exister dans un monde médiatique sans nuance.

Rappelons-le, car c'est important, un journaliste de BFM-TV a le droit de ne pas vouloir respecter la ligne éditoriale de sa chaîne, même si ce respect est mentionné dans son contrat. Il ne peut pas être licencié sur ce fondement et le droit est de son côté.

Dès lors, à mon sens, sauf à imaginer qu'ils ignorent jusqu'à l'existence des textes régissant leur profession, ces journalistes se sont volontairement pliés aux exigences de leurs patrons, sans doute par facilité, mais aussi, et c'est plus grave, par idéologie.

Alors que l'extrême-droite est aux portes du pouvoir en France, cette uniformisation idéologique des médias dominants saute aux yeux avec encore plus de force. Les raccourcis, les mensonges, l'absence de réel débat contradictoire, l'absence quasi

permanente des acteurs associatifs sur les antennes, sont une atteinte importante aux principes du journalisme. L'indépendance de la presse passe par le respect du pluralisme, que ce soit au sein de l'offre médiatique ou au sein des médias eux-mêmes. Sans ce pluralisme, les citoyens sont exposés sans cesse aux mêmes discours, sans que ceux-ci ne soient jamais remis en cause réellement.

Car, soyons sérieux, la presse dominante qui se défend en affirmant devoir respecter des temps de paroles pour les différents courants politiques, outrepassa allègrement cette obligation puisque régulièrement ces médias sont épinglés par l'ARCOM.

Ainsi, pas très étonnant que les médias dominants laissent libre cours à des discours, sur leurs antennes, et s'insurgent contre l'existence d'entités chargées de contrôler l'action des médias. Sans ces organes indépendants de contrôle, les médias dominants pourraient s'affranchir de leurs devoirs et laisser,

comme c'est déjà le cas, libre antenne à des discours de propagande, d'instrumentalisation et de manipulation.

Dire que le Nouveau Front Populaire est d'extrême-gauche est un mensonge (cf. le Conseil d'Etat), dire que LFI est un parti antisémite est un mensonge (cf. la tribune d'universitaires sur le sujet), ramener sans cesse le programme économique du NFP à ces dépenses, sans jamais évoquer les recettes, est problématiques, etc. La liste pourrait être très longue.

Curieusement, c'est dans des médias de gauche, presque tous favorables au Nouveau Front Populaire, que j'ai trouvé des débats chiffrés sur les différents programmes (le fameux respect de la vérité), que l'on trouve une attention particulière aux sources, etc. Bref, qu'un véritable travail journalistique est fait, avec ses défauts également, car cette presse n'est pas exempte, parfois, de faire des erreurs, mais qui respecte la charte déontologique de Munich de 1971.

POUR 5€ PAR MOIS PENDANT TROIS MOIS

**AVEC L'HUMANITÉ,
DEVENEZ ACTEUR DU FRONT POPULAIRE!**

EN CES JOURS DÉCISIFS, LA RÉDACTION DE L'HUMANITÉ SE MOBILISE POUR VOUS PERMETTRE DE PARTICIPER PLEINEMENT À CETTE CAMPAGNE DÉTERMINANTE.

JE M'ABONNE

Avec les communistes, devenez acteur du Nouveau Front Populaire

JE REJOINS le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance Sexe  

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de recevoir l'**Humanité** pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord.

OUI

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à pcf@pcf-fecamp.fr avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web à <http://www.pcf-fecamp.fr>

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins à pcf@pcf-fecamp.fr

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine) :
Pour suivre l'actualité politique au quotidien

Cliquez ici 

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

Cliquez ici 

Le journal l'Humanité :

Cliquez ici 

Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp :

Cliquez ici 

La page Facebook de Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook d'Edouard Benard, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 